



## La lettre électronique de RESO – FEVRIER 2005

Chers amis,

Résistance Sociale a lancé depuis quelques temps un appel au NON à la Constitution européenne. Un nombre important d'entre vous y ont répondu et nous vous en remercions.

Il est essentiel que le pays prenne conscience qu'il faut aujourd'hui plus que jamais défendre les intérêts de chacun dans cette Europe libérale qui ne cesse de bafouer les droits des travailleurs, de baisser le pouvoir d'achat déjà bien mince des ménages, de continuer de solder nos entreprises afin que les actionnaires soient contents sans se soucier des conséquences dramatiques pour les salariés, d'affaiblir encore plus nos services publics.

Nous avons le pouvoir de dire STOP, continuons le combat et ne laissons pas les autres décider à notre place. Votons NON lors des prochaines élections sur le référendum de la constitution européenne.

Pour plus d'information, n'hésitez pas à consulter notre journal en ligne en cliquant [ici](#) et de consulter notre site <http://www.membres.lycos.fr/resistancesociale> .

Si vous souhaitez recevoir un ou plusieurs exemplaires de notre journal n'hésitez pas à nous le faire savoir en nous écrivant à : [resistance.sociale@laposte.net](mailto:resistance.sociale@laposte.net) .

Et envoyez-nous vos réactions et articles ils seront tous les bienvenus !

En vous souhaitant bonne lecture et toute la force nécessaire aux luttes de cette nouvelle année,

Salut et Fraternité !

Marinette BACHE,  
Présidente de Résistance sociale

***Pour toute correspondance : [resistance.sociale@laposte.net](mailto:resistance.sociale@laposte.net)***

***Notre site : <http://membres.lycos.fr/resistancesociale>***

***Attention pour cette adresse ne pas mettre www***

**Téléphone : 06 74 79 05 10**

***Adhésion 2004 : 15€***

***Abonnement journal 12 numéros : 5 €***

***Adresse postale : RESO - 5 place Georges Brassens – 78260 ACHERES***

## I. - Les nouvelles du front social en France

### Manifestation et blocage d'une raffinerie Total

Les salariés d' Arkema, filiale chimie de Total, et quelques élus locaux, manifestaient jeudi devant la raffinerie Total de La Mède (Bouches-du-Rhône), bloquant l' arrivée des camions mais non du personnel. Répondant à l' appel de l' intersyndicale CGT, CFEGC, CFDT, CFTC du site de Saint-Auban, le plus touché par les suppressions d' emploi annoncées (380 sur les 713 de l' usine de Alpes-de-Haute-Provence), des employés d' usines Arkéma de la région (Fos-sur-mer, Lavera, et Saint-Menet à Marseille) se sont rassemblés dès l' aube devant la raffinerie.

Septième manifestation depuis l' annonce des restructurations, cette journée de mobilisation était organisée en même temps qu' un comité central d' entreprise à Nanterre, où la direction devait présenter plus en détail son plan social aux organisations syndicales. Ces dernières ont demandé la nomination d' un "expert pour étudier la viabilité des contrepropositions de l' intersyndicale", a déclaré la CFE-CGC, assurant que les salariés étaient "prêts à une reconversion du site" mais que "face à l' annonce de fermeture de trois ateliers de production, on veut au moins en garder un, qui est bénéficiaire". Pour José Escanez, député-maire (MDC) de Château-Arnoux-Saint-Auban et ancien employé de l' usine, les dirigeants de l' entreprise "ont laissé l' usine devenir obsolète, donc ce ne sont pas les salariés qui doivent payer!". "Il y a un minimum d' investissement à faire, environ 20 millions d' euros, pour conserver les emplois et nous sommes prêts, nous collectivités publiques, à participer à hauteur de 50%", a ajouté M. Escanez, persuadé que si les trois ateliers ferment cette année, "dans cinq ans, c' est l' usine qui ferme".

Un collectif d' épouses de salariés de Saint-Auban, baptisé "Femmes en colère", s' est créé dès l' annonce des suppressions d' emploi. "Nous sommes là pour faire respecter le droit au travail, inscrit dans la Constitution française", l' une des porte-parole. "On veut y croire car on est installé à Saint-Auban, nos vies sont là, on ne veut pas être déraciné".

### Les syndicats rejettent la politique salariale de France Télécom

"France Télécom devra revoir sa copie". Pour la première fois dans l' histoire du groupe toutes les fédérations représentées ont refusé de signer les propositions de France Télécom concernant l' accord salarial pour 2005 pour les salariés de droit privé de la maison mère (17000 personnes concernées).

Ces propositions ont été considérées comme "insuffisantes". Surtout au vu des performances du groupe. La direction proposait, au niveau individuel, entre 1 et 2,3% d' augmentation. Devant ce front du refus, France Télécom a décidé d' augmenter unilatéralement les salaires +1,3% pour les non cadres, +2,1% pour les cadres.

### Grève des salariés d'Isochem à Toulouse

Une grande majorité des salariés d' Isochem, filiale du groupe SNPE à Toulouse, étaient en grève mercredi à l' appel de l' intersyndicale CGFO-CFDT-CGC, à l' occasion du comité central d' entreprise qui se tenait à Paris sur le devenir de deux ateliers. Les grévistes ont bloqué durant une grande partie de la journée les accès de l' usine toulousaine, hormis pour les employés à la sécurité de l' usine.

Le comité central d' entreprise (CCE) avait pour ordre du jour la question de la fermeture de deux ateliers, un de fabrication de produits actifs entrant dans la composition de médicaments et un

autre de production de produits phytosanitaires. Ces fermetures pourraient engendrer la suppression de 103 emplois sur les 180 présents à Toulouse.

"Nous nous demandons pourquoi les 350 millions d' euros déboursés par l' Etat pour aider à la reconversion industrielle de la SNPE n' ont servi pour l' instant qu' à financer les plans sociaux successifs à la SNPE", ont dénoncé les syndicalistes.

### **Manifestation de douaniers à Paris**

Les douaniers ont manifesté le 9 février dans le 13e arrondissement de Paris à l' appel de l' intersyndicale CFDT, CFTC, CGT, FO, Solidaires et Unsa opposés à un plan de restructuration des services de garde-côtes.

Dans la matinée, les représentants des syndicats ont refusé de siéger à un Comité technique paritaire central et ont été reçus par le directeur général des Douanes. Celui-ci s' est dit "prêt à évoluer" sur le plan de restructuration annoncé. La direction des douanes prévoit de supprimer la moitié de moyens maritimes et de réduire d' un quart le nombre des douaniers affectés à la surveillance des côtes.

### **L'intersyndicale de la SNCM annonce un préavis de grève à partir du 28 février**

L' ensemble des syndicats réclame "le gel de toute action du gouvernement de nature à porter un coup à l' entreprise" et en particulier la nomination d' une personnalité chargée d' entamer les discussions avec des armateurs en vue d' ouvrir le capital de la société. De la même façon, ils demandent "le gel de toute action de l' entreprise visant à présenter un plan de redressement" comportant des licenciements.

Enfin, l' intersyndicale réitère sa demande d' une table ronde regroupant le gouvernement, les salariés et les collectivités territoriales.

Le CE, débuté le 26 janvier, avait été interrompu le lendemain lorsque le secrétaire d' Etat aux Transports et à la Mer avait annoncé à l' Assemblée nationale que l' Etat avait l' intention d' ouvrir le capital de la SNCM.

"Aujourd' hui", a expliqué le secrétaire du syndicat CGT des Marins, "la direction a souhaité continuer à faire des comptes d' apothicaires tandis que le vrai devenir de l' entreprise se discute ailleurs. Pour nous, il n' est plus question de cela, tout comme il n' est plus question de discuter d' un plan de redressement qui n' avait lieu d' être que dans le cadre d' une entreprise nationale".

Le plan annoncé par le PDG de la compagnie, prévoit la suppression de 210 emplois sur les 2.400 que compte la SNCM, et la cession d' actifs.

## **II. – et ailleurs, ...**

### **Wal-Mart: les syndicats ripostent**

L' ensemble des syndicats de la région du Saguenay (Canada) s' élève contre la fermeture du magasin Wal-Mart de Jonquière. Le Président du syndicat national des employés de l' aluminium d' Arvida, s' est fait leur porte-parole. Il a demandé aux habitants de Jonquière, Alma et Chicoutimi de boycotter la chaîne de magasins. « Ils sont en train de tuer nos jobs et nos petits commerces », a-t-il expliqué lors de l' assemblée générale du syndicat.

De son côté, la ministre déléguée à la région, s' est déclarée « malheureuse » de la décision de la

direction du magasin. Avocate spécialisée dans le droit du travail, elle a estimé que cette action « nuisait aux droits des travailleurs ». Elle a aussi relié cette fermeture au fait que les employés du magasin ont décidé de se syndiquer, chose à laquelle la chaîne américaine était confrontée pour la première fois. « Ce n' est un secret pour personne que WaMart ne facilitait pas la syndicalisation ».

Le chef de l' opposition, a quant à lui l' intention de boycotter les magasins Wal Mart. Il a déclaré que les pratiques anti-syndicales de l' entreprise ne devaient pas être tolérées.

Le magasin Wal-Mart de Jonquière fermera le 6 mai prochain. Les employés de ce magasin étaient devenus, il y a six mois, les premiers à se syndiquer chez le géant américain du commerce de détail.

Ils tentaient depuis trois mois de négocier une première convention collective avec l' employeur. La semaine dernière, le syndicat avait réclamé la nomination d' un arbitre en raison de l' impasse.

Wal-Mart Canada possède 256 magasins et emploie plus de 70 000 personnes.



## RÉSISTANCE SOCIALE

*« La République sera sociale ou ne sera pas ! »*

*Les syndicalistes de RESISTANCE SOCIALE sont à l'initiative d'un appel pour que le « NON à la Constitution européenne » l'emporte dans notre pays et pour que l'ensemble des militants du monde du travail prennent clairement position contre ce nouveau projet de traité qui mettra encore plus à mal le cadre salarial comme les avancées sociales fruits des conquêtes de nos anciens.*

*Nous vous proposons de signer cet appel et de le faire connaître massivement autour de vous.*

# APPEL DES SYNDICALISTES A LA RESISTANCE SOCIALE

Le projet de constitution ne peut en aucun cas recueillir notre accord.

- Parce que ce projet menace directement nos emplois, nos salaires, notre protection sociale, nos services publics, nos retraites, l'émancipation de la femme et toute politique industrielle et d'aménagement du territoire,
- Parce que voter pour celui-ci c'est voter pour une société « où la concurrence est libre et non

faussée » c'est-à-dire une société où seul les marchés financiers règnent en maître,

- Parce que le remplacement du service public par le SIEG (service d'intérêt économique général) signifie la fin de l'égalité d'accès et privilégie l'intérêt des multinationales à celui du peuple,
- Parce que, syndicalistes :
  - nous refusons de sacrifier le sens même de notre engagement et passer par pertes et profits les sacrifices qu'a nécessité notre engagement ;
  - nous n'acceptons pas que le sacrifice de nos aînés ait été vain ;
  - nous nous ne voulons pas être complices d'un résultat qui donnerait au patronat ce que plus d'un siècle du mouvement ouvrier lui a empêché d'obtenir ;
  - nous ne pouvons pas trahir nos collègues de travail qui nous font l'honneur de les représenter et de nous investir de leur confiance et bien souvent de leur amitié au nom de querelles de clochers ;
  - nous ne pouvons pas décevoir d'un côté demander à nos collègues de travail de perdre des jours de paie sur un salaire déjà fort modeste pour lutter contre le gouvernement Raffarin et de l'autre rester muet lorsqu'il s'agit de voter la pérennisation et l'aggravation de celle-ci au niveau européen ;
  - nous ne sommes pas dupes des diversions des tenants du OUI sur la directive Bolkestein et sur leur tentative d'isolement médiatique des forces de progrès qui en Europe s'oppose de plus en plus à ce traité libéral ;

Venus de tous les horizons syndicaux c'est à partir de notre vécu que nous appelons l'ensemble de nos camarades à signer cet appel, à participer activement à sa diffusion et à militer activement pour que le NON l'emporte.

**Il s'agit d'une chance historique que nous avons : saisissons-là !**

Réponse à envoyer à [resistance.sociale@laposte.net](mailto:resistance.sociale@laposte.net)

je signe l'appel des syndicalistes à la résistance sociale

**Si vous souhaitez que votre organisation syndicale ne soit pas signalée cochez cette case**

Nom : ..... Prénom : ..... courriel : .....

Adresse : .....

Tél. : .....SYNDICAT : .....

je vous suggère d'envoyer cet appel aux personnes suivantes (nom, prénom, syndicat, courriel)

- :
- 
- 
- 
-

- ...

### **III. – Le petit mot de la trésorière**

Notre Association RESISTANCE SOCIALE fêtera prochainement ses deux années d'existence.

Nous avons organisé, avec succès ses «2<sup>ème</sup> vendémiaires», un journal mensuel et une lettre électronique ont également été envoyés à chacun d'entre vous tout au long de cette année.

Notre association devra être et sera plus que jamais aux côtés des salariés pour permettre l'émergence d'un front revendicatif commun à l'ensemble des forces de progrès. Comme vous avez pu le constater, les sujets de mécontentement ne manqueront pas : Réduction drastique du pouvoir d'achat pour les seuls salariés publics ou privés depuis plus de 4 ans, casse orchestrée et systématique du service public et plus largement du secteur public, fin programmée de la Sécurité sociale, réduction drastique du droit à la retraite, baisse significative des taxes d'importation, fermetures d'usines et licenciements à tour de bras...

Hélas, le débouché de ces luttes sociales demeure incertain, les forces politiques pouvant relayer et porter ces aspirations, peinent à renouer avec leur socle populaire.

Pour que nous puissions continuer le combat à vos côtés, nous avons besoin de toutes les bonnes volontés mais aussi d'argent.

Je t'invite donc à renouveler ta cotisation pour 2005, et me permets de t'adresser un bulletin d'adhésion à RESISTANCE SOCIALE et espère te compter à nouveau parmi nos adhérents.

Dans l'attente de te revoir,

Salut et Fraternité,

Béatrice DURAND  
Trésorière



# RESISTANCE SOCIALE

*« La République sera sociale ou ne sera pas ! »*

## Fiche annuelle d'adhésion

*Année 2005*

Je, soussigné (e)

NOM.....Prénoms.....

Demeurant .....

Code postal.....Ville.....

N° de tél domicile.....

N° de tél Bureau

N° de portable

Courriel .....

0 adhère à RESISTANCE SOCIALE 10 euros

0 adhère et m'abonne au journal de RESO 15 euros

0 Soutiens RESISTANCE SOCIALE et verse la somme de .....

RESO – 5 place Georges Brassens – 78260 ACHERES

site : <http://membres.lycos.fr/resistancesociale>

courriel : [resistance.sociale@laposte.net](mailto:resistance.sociale@laposte.net)